

ASSEMBLÉE NATIONALE

TROISIÈME SESSION

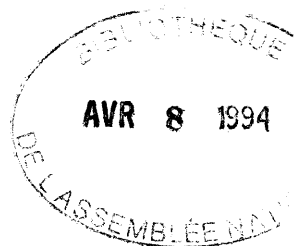
TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 5

Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics

Présentation

**Présenté par
M. Serge Marcil
Ministre de l'Emploi**



**Éditeur officiel du Québec
1994**

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi modifie la Loi sur la sécurité dans les édifices publics pour conférer au gouvernement le pouvoir de réglementer les mesures de surveillance requises pour les édifices publics ainsi que la qualification des personnes qui doivent exercer cette surveillance. Il prévoit également que les dispositions réglementaires portant sur ces matières sont réputées édictées en vertu du nouveau pouvoir réglementaire et qu'elles entrent en vigueur à la date de la sanction du projet de loi.

Projet de loi 5

Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les édifices publics

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 39 de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics (L.R.Q., chapitre S-3) est modifié par l'addition, après le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1, du suivant:

«*d*) les mesures de surveillance requises dans les édifices publics et la qualification des personnes qui doivent l'exercer. ».

2. Dans le Règlement sur la sécurité dans les bains publics (R.R.Q., 1981, c. S-3, r. 3), le Règlement sur les remontées mécaniques (D-2476-82 du 27 octobre 1982), le Règlement sur les ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques, petits monte-charge, trottoirs roulants, plate-formes, monte-matériaux et appareils élévateurs pour personnes handicapées (D-1009-88 du 22 juin 1988) et le Règlement sur la sécurité dans les édifices publics (R.R.Q., 1981, c. S-3, r. 4), les dispositions portant sur les mesures de surveillance requises dans les édifices publics et la qualification des personnes qui doivent l'exercer sont réputées avoir été édictées conformément au paragraphe *d* de l'article 39 de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics, tel qu'édicté par l'article 1 de la présente loi, le (*indiquer ici la date de sanction de la présente loi*) et entrent en vigueur à cette même date.

3. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de sanction de la présente loi*).